

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAN, IRAK

N° 47 – du 7 décembre au 14 décembre 2023

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES DU CONFLIT AU PROCHE-ORIENT

Le conflit a un impact différencié sur les différentes économies du Proche-Orient.

Israël et les Territoires palestiniens sont touchés de manière directe et importante. En particulier, la destruction de capital dans la bande de Gaza dépassera 2,5 Mds USD et les besoins de financement pourraient atteindre 10 à 20 Mds USD au cours des cinq prochaines années. Le conflit a un impact plus latent sur les économies voisines déjà fragilisées (Égypte, Jordanie, Liban), notamment via la contraction du tourisme et les disruptions des chaînes logistiques.

Les initiatives de coopération régionale et de rapprochement entre Israël et les pays du Golfe connaissent un ralentissement.

Des événements ont été reportés, comme la réunion ministérielle du Forum du gaz en Méditerranée orientale (EMGF), prévue initialement à la mi-novembre. Le conflit a également entraîné la suspension de la signature du deuxième MoU sur le projet « eau contre électricité » entre la Jordanie, Israël et les Émirats Arabes Unis, qui devait avoir lieu lors de la COP28. À ce stade, les Accords d'Abraham ne sont pas remis en cause (le Bahreïn étant le seul à avoir suspendu ses relations avec Israël), mais n'observent aucun développement.

La fragmentation économique de la zone devrait s'accroître à court et moyen-terme, notamment en ce qui concerne les flux logistiques.

Le durcissement des dispositions assurantielles couplé à la hausse des primes de risque aboutit au renchérissement du coût des transports et donc aux tensions inflationnistes. Les attaques des rebelles Houthis contre les navires occidentaux remontant la mer Rouge font grimper les coûts des transports maritimes entre l'Asie et la Méditerranée, surtout depuis et vers les ports israéliens. Les inquiétudes sont particulièrement marquées en Jordanie – qui importe 95% de ses produits de base – en raison des incidents sécuritaires dans le Golfe d'Aqaba, alors que la Jordanie vient de cesser d'utiliser le port de Haïfa pour ses exportations vers l'Europe et les États-Unis. Quant aux flux énergétiques, ils ont été perturbés pendant 50 jours en Égypte suite à la division par deux des importations de gaz israélien.

En dépit des campagnes de boycott, l'impact n'est pas à ce stade substantiel sur les échanges commerciaux entre la France et le Proche-Orient.

Certaines prospections sont ralenties mais les activités de la très grande majorité des filiales se poursuivent. La France a réaffirmé aux côtés de plusieurs bailleurs son soutien au rétablissement et à la stabilisation économique des pays de la région.

LE CHIFFRE À RETENIR

10 À 20 Mds \$

BESOINS DE FINANCEMENT POUR
LA RECONSTRUCTION DE LA
BANDE DE GAZA AU COURS DES 5
PROCHAINES ANNÉES

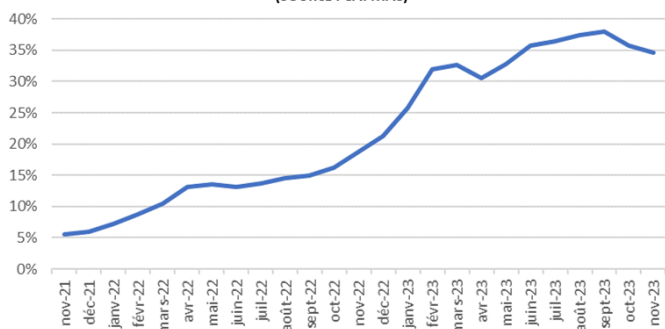
Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. LE RALENTISSEMENT DE L'INFLATION SE POURSUIT.

Le rythme de l'inflation a ralenti pour le deuxième mois consécutif en novembre pour atteindre son plus bas niveau en six mois grâce notamment au ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires. Les chiffres publiés dimanche 10 décembre 2023 par [l'agence nationale des statistiques \(CAPMAS\)](#) ont montré que l'inflation dans les zones urbaines s'est élevé à 34,6 % en glissement annuel au cours du mois de novembre, après 35,8 % un mois plus tôt. La croissance des prix des produits alimentaires et des boissons – la plus grande composante du panier de biens et services utilisé pour calculer l'inflation – à 64,5 % en glissement annuel le mois dernier, contre 71,3 % en octobre. Un effet de base favorable est aussi à l'œuvre : la hausse rapide de l'inflation fin 2022 et au premier semestre 2023 devrait ainsi tempérer les chiffres des prochains mois. La Banque Centrale d'Égypte continue d'afficher son objectif d'inflation à 7% d'ici le T4 2024 ($\pm 2\%$).

ÉVOLUTION DE L'INFLATION URBAINE
(SOURCE : CAPMAS)



2. NOUVELLE AUGMENTATION DU SALAIRE MINIMUM DU SECTEUR PRIVÉ.

Suite à la décision publiée lundi 11 décembre 2023 au journal officiel, à partir du 1^{er} janvier 2024, le salaire minimum du secteur privé augmentera de 17 % pour atteindre 3 500 EGP par mois (environ 104 EUR), avant impôts et cotisations de sécurité sociale, contre 3 000 EGP actuellement, dans le cadre d'une mesure annoncée en octobre pour amortir l'impact de l'inflation sur les ménages à faible revenu. Pour mémoire, il s'agit de la troisième hausse accordée cette année et, au 1^{er} janvier 2024, le salaire minimum aura augmenté de 46 % en un an. Il restera toutefois inférieur aux 4 000 EGP en vigueur dans le secteur public.

3. NOUVELLE RÉGLEMENTATION SUR LES ÉMISSIONS DE MÉTHANE ET REPRISE DES EXPORTATIONS DE GNL.

Lors de la COP28 qui s'est déroulée à Dubaï du 30 novembre au 12 décembre 2023, le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, Tarek el-Mola, a annoncé la préparation d'une nouvelle réglementation nationale sur les émissions de méthane dans les secteurs pétrolier et gazier prévue pour la fin de l'année 2024. Cette déclaration intervient alors que l'Égypte reprend progressivement ses exportations de GNL, ralenties depuis mai à cause de fortes tensions sur le réseau domestique puis interrompues à cause du conflit entre le Hamas et Israël. Les exportations ont toutefois repris le 21 novembre, avec le chargement d'un premier cargo depuis le terminal d'Idku. D'ici la fin de l'année 2023, avec le rétablissement des approvisionnements en gaz israélien et la baisse de la demande domestique due à l'arrivée de l'hiver, la compagnie nationale Egyptian Natural Gas Holding Company (EGAS) a l'intention d'exporter 650 millions de pieds cubes/jour, soit l'équivalent de cinq cargos.

IRAK

1. PRÊT DE 700 MDS IQD DE L'ÉTAT FÉDÉRAL AU GOUVERNEMENT RÉGIONAL DU KURDISTAN.

Le ministère des Finances du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a contracté, le 10 décembre, un emprunt de 700 Mds dinars irakiens (IQD), équivalent à près de 540 M USD, auprès de la banque publique irakienne Rafidain, dans le cadre d'un accord entre le Gouvernement fédéral et le GRK conclu en septembre dernier. Le Gouvernement fédéral avait approuvé le versement, sous forme de prêts, d'un montant de 2 100 Md IQD au GRK destiné à couvrir les arriérés de salaires de la fonction publique de la région autonome du Kurdistan sur la période de juillet à septembre. Le prêt contracté auprès de la Rafidain Bank est le 3^{ème} et dernier prêt de 700 Md IQD. Il couvre le paiement des salaires du mois de septembre des employés du secteur public kurde. Le GRK fait valoir régulièrement que ce montant mensuel est insuffisant et que la somme nécessaire au paiement des salaires du secteur public est de 900 Md IQD (environ 690 Md USD). Ces arriérés de salaires récurrents se traduisent par une situation sociale tendue dans les quatre provinces du Kurdistan irakien et par des grèves répétées des enseignants depuis septembre. Cette situation découle d'un désaccord profond entre le gouvernement fédéral irakien et celui du Kurdistan sur les conditions de transferts budgétaires de

Bagdad à Erbil. Selon le budget national adopté en juillet 2023, le Gouvernement régional du Kurdistan bénéficie d'une allocation de 12,67% des dépenses budgétaires fédérales, hors dépenses souveraines, soit 12,67 Md USD (8,25% des dépenses totales). En contrepartie, le GRK livre la production kurde de pétrole (400 000 barils/jour) à la compagnie nationale de distribution de produits pétroliers et transfère 50% de ses revenus non pétroliers (droits de douane pour l'essentiel) au Gouvernement fédéral. Ce schéma imposé à Erbil n'est, à ce jour, pas en application, malgré de nombreuses discussions entre les deux gouvernements.

2. PROPARCO, SFI ET FMO ACCORDENT UN PRÊT DE 112,5 M \$ À L'ENTREPRISE SAMA AL MANAR.

La Société financière internationale (SFI, groupe Banque Mondiale), FMO, la banque néerlandaise de développement entrepreneurial et Proparco ont signé le 13 décembre un [prêt de 112,5 M USD](#) (66 M USD pour la SFI, 31,5 M USD pour FMO et 15 M USD pour Proparco) au bénéfice de la société Sama al-Manar, filiale irakienne de l'entreprise Tiryaki Agro, basée en Turquie. Sama al-Manar importe des ingrédients nécessaires à l'alimentation animale ; le prêt financera une nouvelle usine de broyage de soja et des entrepôts, ce qui devrait permettre à l'entreprise de doubler ses importations de maïs d'ici à 2027 et d'importer des graines de soja brutes.

3. DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE.

Selon le cabinet du Premier Ministre, l'Irak prévoit l'implantation de 44 nouvelles unités de production pharmaceutique, dont 25 dans les environs de la capitale. Le pays compte aujourd'hui 23 unités de production pharmaceutique. Pour mémoire, le gouvernement irakien a pour objectif de relocaliser la production de médicaments à hauteur de 50% des besoins du pays à moyen-terme. L'accès aux médicaments de qualité est effectivement très problématique en Irak, puisque 60 à 70% des médicaments importés (hors commande publique) ne seraient soumis à aucun test de qualité ni enregistrés.

4. LA BCI LANCE UNE SOCIÉTÉ NATIONALE DES SYSTÈMES DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.

La Banque Centrale d'Irak (BCI) a lancé la *National Company for Electronic Payment Systems in Iraq* le 14 décembre 2023. La nouvelle société nationale sera chargée de créer, de gérer et de superviser les systèmes de paiement électronique du pays, ainsi que de favoriser l'utilisation des systèmes de paiement électronique. Elle agira sous la supervision

de la Banque Centrale. Les autorités irakiennes cherchent depuis le début de l'année 2023 à développer le système de paiement électronique (par exemple, mise en place obligatoire de terminaux de paiement dans la plupart des commerces en janvier 2023). En effet, les systèmes de paiement sont encore embryonnaires : fin 2022, le pays ne comptait que 10 700 terminaux de paiement. L'Irak est en effet caractérisé par une surutilisation des espèces : seuls 8,8 millions de comptes bancaires sont ouverts (pour une population d'environ 43 millions d'habitants) et les espèces représentent environ 60% de la base monétaire.

IRAN

1. LE PARLEMENT REJETTE LE PROJET DE BUDGET 2024-2025.

Pour la quatrième fois depuis la Révolution islamique, le mardi 12 décembre 2023, le Parlement a rejeté le projet de budget pour l'année à venir (127 voix contre ; 91 voix pour). Ce refus s'explique en partie par le rapport critique remis par le centre de recherche du Parlement. Ce rapport souligne notamment la faible revalorisation des pensions de retraite et salaires des fonctionnaires (environ +20%) au regard de l'inflation officielle (+45,5% en moyenne annuelle sur les douze derniers mois). En outre, le rapport s'appuie sur six éléments principaux pour contester la faisabilité du budget proposé :

- 1 Les prévisions de croissance pour 2024/2025 (7% selon le projet de budget ; 8% selon le 7^{ème} plan quinquennal) s'appuient sur des facteurs de croissance qui - s'ils ont effectivement participé de l'effet rebond post Covid - ne suffisent plus aujourd'hui à justifier de telles prévisions : i) la hausse des exportations de pétrole ; ii) la reprise de la production du secteur automobile et ; iii) la demande croissante du secteur des services. Selon le centre de recherche du Parlement, une hypothèse de croissance économique de 4,5% pour l'exercice 2024/2025 apparaîtrait plus réaliste.
- 2 Les augmentations de recettes prévues apparaissent dans l'ensemble irréalistes, notamment : +53% pour les recettes douanières ; +147% pour la vente d'actifs non financiers ; +50% pour la vente des actifs financiers détenus par les entreprises publiques.
- 3 Les recettes correspondant aux dépenses de subventions ciblées prévues dans le projet de budget sont insuffisantes, de sorte que le projet

induit un déficit de 45% sur ce poste (soit 8,7 Mds € au taux de change budgétaire de 1 € = 310 000 IRR). Ces recettes, que sont celles issues de la vente de gaz et de produits pétroliers, seraient ainsi insuffisantes en raison : i) de la hausse de la consommation interne des produits précités, grevant d'autant le niveau des exportations ; ii) de difficultés importantes à rapatrier les recettes d'exportations de ces produits.

- 4 Selon les calculs du centre de recherche du Parlement, 4,83 Mds € - au taux de change budgétaire - seraient nécessaires au financement de l'organisation de la sécurité sociale, au titre des engagements de l'État en la matière. Cependant, le Centre souligne que ces engagements ne sont pas clairement présentés dans les dépenses budgétaires. Il estime ainsi que ce manque de clarté pourrait être interprété comme une volonté de l'État de considérer ces engagements comme une dette de long terme.
- 5 Le taux de change retenu dans le projet de budget indiqué *supra*, notamment employé pour la conversation en rials des recettes d'exportations de pétrole et de condensats, est de nature à creuser le déficit (nota: le taux de change libre, en décembre 2023, est d'environ 1 € = 550 000 IRR).
- 6 Le projet de budget ne proposerait pas de solutions concrètes pour réduire le déficit énergétique, notamment dans les secteurs du gaz (300 Mm³/jour au moment du pic en 2022/2023), de l'électricité (12,5 GW au moment du pic en 2023/2024) et de l'essence (10 Ml/jours).

2. DÉFICIT DE 10 MDS\$ DE LA BALANCE COMMERCIALE SUR LES HUIT PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE.

Selon l'Administration des douanes, le déficit commercial pour les huit premiers mois de l'exercice en cours s'élèverait à 10 Mds\$, décomposé en 32,2 Mds \$ d'exportations (-1,6% en g.a) et 42,2 Mds\$ d'importations (+12,4% en g.a). La valeur moyenne de la tonne de produits exportés aurait été ramenée de 462 \$ à 358 \$. Le GNL (2,4 Mds\$), le GPL (2 Mds \$), le méthanol (1,5 Mds \$), le bitume (1,5 Mds \$), et le butane liquéfié (1,4 Mds \$) représenteraient les cinq principaux produits en valeur d'exportation. Durant cette période, le maïs, la téléphonie portable, le tourteau de soja, les pièces détachées d'automobile, et les huiles de graines de tournesol constitueraient les cinq principaux produits en valeur d'importation. La Chine (9,1 Mds \$ d'import ; 12,1 Mds \$ d'export), les Émirats Arabes Unis (4,1 Mds \$ d'import ; 13 Mds \$ d'export), la Turquie (3 Mds \$ d'import ; 4,4 Mds \$ d'export) et l'Inde (1,5 Mds \$ d'import ; 1,2 Mds \$

d'export) demeurerait les quatre partenaires principaux du pays.

3. LE PMI EN REPLI À 50,9 PB À LA FIN NOVEMBRE.

D'après la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture d'Iran (ICCIMA), le Purchasing Managers' Index s'est contracté à 50,96 points à la fin du mois d'Aban (23 octobre-21 novembre), soit -3,19 pb en g.m, après deux mois de hausses consécutives. Les sous-indices des perspectives de production (56,01 ; -9,77 points en g.m), du prix des produits finis (51,11 ; -8,85 points en g.m), de la production (51,43 ; -7,17 points en g.m) et des nouvelles commandes (46,89 ; -6,49 point en g.m) connaîtraient les plus fortes baisses au cours de ce mois. La faible commande intérieure, le coût final de production et l'accès insuffisant aux devises auraient négativement influencé la capacité d'exportation des entreprises, notamment dans le secteur industriel. Compte tenu du faible pouvoir d'achat des ménages, les entreprises ont maintenu leurs prix afin de maintenir la demande des clients, malgré des difficultés liées à i) l'approvisionnement en matières premières, ii) la lenteur du processus de dédouanement et iii) le besoin en fonds de roulement.

ISRAËL

1. AUGMENTATION DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE.

Le déficit budgétaire en Israël représentait à la fin du mois de novembre 3,4% du PIB. Il devrait atteindre 4% du PIB en année pleine pour 2023. Cette évolution à la hausse résulte du dernier trimestre en raison des dépenses de guerre et de la baisse des rentrées fiscales. Les tendances avant le 7 octobre pointaient vers un déficit de l'ordre de 1,5 à 2% du PIB. En 2022 Israël affichait un excédent budgétaire.

2. RENCHÉRISSEMENT DU COÛT DE L'EMPRUNT.

Selon certains commentateurs, l'économie israélienne mettra plus de temps que prévu pour rebondir après la guerre car le gouvernement va devoir emprunter à taux élevés. La situation du marché de la dette est différente de celle qui prévalait lors des précédentes opérations militaires du pays. Les taux d'intérêt sont plus élevés, entre 4 et 5%, et le coût d'une levée de la dette sera donc un fardeau plus lourd si l'État emprunte de 30 à 35 Mds USD sur 20 à 30 ans (durée des obligations d'État).

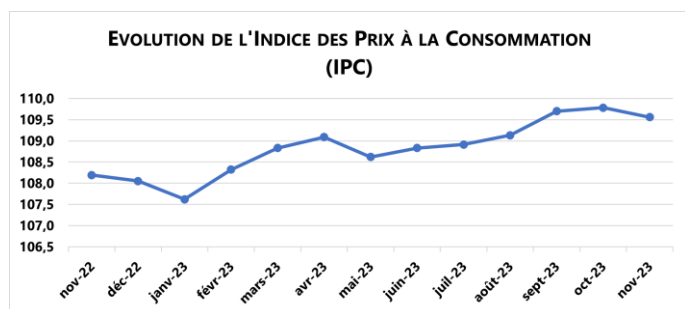
3. LE MARCHÉ IMMOBILIER ISRAËLIEN DEVRAIT RESTER SOLIDE.

Plusieurs facteurs vont dans ce sens, au moins dans le centre du pays : la demande intérieure est toujours forte, poussée par la croissance démographique naturelle (2% par an), et les achats par la diaspora de résidences secondaires en Israël dans l'année qui vient. Le besoin de financement de l'État pourrait ainsi relancer l'idée d'Israel Tax Authority d'une imposition spécifique des logements vides qui sont abondants entre Tel Aviv et Netanya.

JORDANIE

1. LÉGÈRE BAISSÉ DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION EN NOVEMBRE 2023.

Selon les chiffres publiés par le Département des Statistiques (DoS), l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) a atteint 109,56 en novembre 2023, contre 109,78 le mois dernier. Le taux d'inflation s'est néanmoins élevé à 1,27 % à la fin du mois de novembre 2023, par rapport au même mois de 2022. Calculé en moyenne, le taux d'inflation s'élève à 2,13 % pour les onze premiers mois de 2023, par rapport à la même période de 2022. Cette inflation résulte de l'augmentation des prix dans les catégories suivantes : « combustibles et électricité » (+6,76 %), « produits laitiers et œufs » (+5,95 %), « culture et loisirs » (+4,89 %), « effets personnels » (+4,8 %) et « meubles, tapis et couvres lits » (+4,47 %). Pour rappel, le taux d'inflation annuel moyen s'est établi à 4,2 % en 2022. Le FMI prévoit un taux d'inflation de 2,7 % pour 2023.



2. AIDE BUDGÉTAIRE AMÉRICAINE À LA JORDANIE.

La Ministre de la Planification et de la Coopération internationale, Zeina Toukan, et la directrice de mission de l'USAID en Jordanie, Leslie Reed, ont signé, en présence du Premier Ministre, Bisher Khasawneh, et de l'ambassadrice américaine en Jordanie, Yael Lempert, un accord visant à verser à la Jordanie 845,1 M USD sous forme d'aide budgétaire directe. Cet accord s'inscrit dans le cadre du *Memorandum of Understanding* (MoU) renouvelé en

2023 pour une durée de 7 ans et en vertu duquel les États-Unis se sont engagés à accorder 10,1 Mds USD, soit 1,45 Md par an d'aides à la Jordanie. Pour 2023, le Congrès américain a décidé d'octroyer 200 M USD supplémentaires, portant l'aide américaine à 1,65 Md USD, dont 1,2 Md USD pour le Fonds de soutien économique et 425 M USD pour l'aide militaire. La Jordanie avait prévu le versement de ce montant dans sa loi de finances pour 2023 dans laquelle l'aide budgétaire en dons devait représenter 8,4 % des recettes publiques jordaniennes.

3. ARRÊT DES EXPORTATIONS JORDANIENNES VIA LE PORT ISRAËLIEN D'HAÏFA.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce jordanien, Youssef Al-Shamali a annoncé, lors d'une réunion avec des industriels, que la Jordanie avait cessé d'utiliser le port de Haïfa pour ses exportations vers l'Europe et les États-Unis. Cette décision a été prise après que les compagnies d'assurance aient commencé à refuser d'assurer le transport de marchandises depuis et vers le port de Haïfa. La Jordanie exporte désormais vers les États-Unis et l'Europe uniquement depuis le port d'Aqaba.

4. GRÈVE GÉNÉRALE DANS LE SECTEUR PRIVÉ.

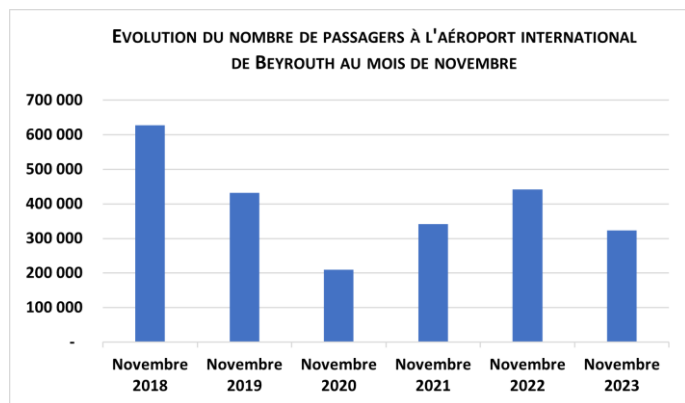
À la suite de l'appel des palestiniens à une grève mondiale en soutien à Gaza, une très grande majorité des entreprises, commerces, restaurants, écoles privées sont restés fermés en Jordanie pendant toute la journée du 11 décembre. Selon la presse jordanienne, 90% du secteur privé aurait suivi cet appel à la grève. Afin de limiter le nombre de grévistes, le gouvernement avait proposé aux jordaniens, en échange, de prendre l'équivalent d'un jour de travail sur leur paie pour faire un don à Gaza.

LIBAN

1. POURSUITE DES EFFETS DU CONFLIT SUR LE SECTEUR AÉRIEN ET TOURISTIQUE.

Pour le deuxième mois consécutif, le nombre de passagers à l'arrivée et au départ de l'aéroport de Beyrouth est en baisse (324 000 en novembre, après 517 000 en octobre). Compte tenu de la saisonnalité du trafic, le mois de novembre est structurellement moins dynamique que celui d'octobre. Pour autant, la baisse mensuelle du trafic atteint -37% cette année, alors qu'elle s'élevait à titre d'exemple à -8% en 2018 et -14% en 2022. De même, alors que le nombre de passagers en novembre progressait en glissement annuel depuis 2020, une baisse de -27% est enregistrée en novembre 2023 par rapport à novembre 2022. En dépit de l'affaiblissement du

secteur touristique, le PMI libanais est en légère hausse au mois de novembre 2023 (49,5) par rapport à octobre 2023 (48,9), soit un niveau supérieur à celui de novembre 2022 (48,1).



2. VOLS SUPPLÉMENTAIRES DE LA MEA.

La compagnie aérienne Middle East Airlines (MEA) a annoncé le 7 décembre ouvrir 151 nouveaux vols pour la période allant du 14 décembre 2023 au 10 janvier 2024. Pour les destinations européennes, Londres et Paris ont obtenu le plus grand nombre de liaisons additionnelles (respectivement 25 et 19 vols supplémentaires). Djeddah (Arabie Saoudite) et Dubaï (EAU) ont quant à elles respectivement obtenu 30 et 18 vols supplémentaires. Alors que la moitié des vols opérés par la compagnie ont été suspendus suite au déclenchement du conflit entre Israël et le Hamas, la demande liée aux fêtes de fin d'année reste élevée au Liban. Les vols qui précèdent le 24 décembre affichent complet pour le moment, bien que le niveau d'activité de la MEA reste en deçà des niveaux ante conflit.

PALESTINE

1. TRANSFERT DE FONDS DU NORD VERS LE SUD DE GAZA.

La Bank of Palestine (BoP) a procédé au déplacement d'une tonne de billets de 200 ILS, soit 50 M USD. L'argent liquide a été évacué de deux succursales de BoP situées dans le nord de la bande de Gaza afin d'être rapatrié vers le sud de l'enclave pendant la trêve entre Israël et le Hamas fin novembre. Cette opération visait à alimenter les agences de BoP situées dans les zones les moins menacées et à maintenir l'accès des Gazaouis à leurs comptes bancaires autant que possible.

Fondée en 1960, BoP s'est imposée comme la principale institution financière des Territoires palestiniens avec une part de marché de 31% en 2022. Proparco lui a octroyé de nombreuses garanties. Le dernier financement en date de

9 M EUR (décembre 2022) ciblait les segments mal desservis par le secteur bancaire avec l'ambition d'accompagner 270 PME.

2. HAUSSE DU TAUX DE PAUVRETÉ ET REcul DU DÉVELOPPEMENT.

Le conflit en cours accroît le taux de pauvreté dans les Territoires palestiniens. Les Nations Unies prévoient une hausse de l'indicateur de 45% d'ici la fin du troisième mois de conflit. Actuellement, 660 000 personnes supplémentaires vivent sous le seuil de pauvreté ce qui porte leur nombre à 2,46 M contre 1,8 M avant le 7 octobre.

60% des constructions seraient détruites à Gaza ainsi que l'équivalent de dix-neuf années de développement humain. Cela correspond à une perte de 50 Mds USD d'investissements pour soutenir la croissance dans les infrastructures de la santé, de l'éducation ou du traitement de l'eau notamment. À titre comparatif, 45% des unités résidentielles ont été démolies en Syrie pendant cinq ans de conflit.

Le PIB palestinien s'est contracté de 12%, ce qui représente une baisse de 2,5 Mds USD.

3. LES TOURISTES DÉSERTEnt JÉRUSALEM.

Les perspectives du tourisme s'assombrissent à Jérusalem dont les ressources dépendent pour une large part des visiteurs et flux touristiques. Chaque année, plus de 3 M de touristes visitent la ville. Les mois d'octobre et novembre représentent la saison haute.

Même si certains hôtels reçoivent des délégations de presse arrivées pour couvrir l'actualité, les établissements se vident avec la quasi-intégralité des réservations annulées jusqu'en avril prochain. Certaines assurances ne couvrent plus les déplacements à Jérusalem.

L'hôtellerie-restauration ainsi que l'ensemble de ses fournisseurs enregistrent des baisses de leurs ventes et de leurs chiffres d'affaires. Les guides touristiques, les propriétaires des 45 offices du tourisme et des presque 500 magasins de souvenirs, qui représentent 34% des commerces de la vieille ville, pâtissent aussi de l'absence de visiteurs.

SYRIE

1. UNE BANQUE ISLAMIQUE SYRIENNE OBTIENT LA NOTE « BBB »

La banque islamique Al-Baraka en Syrie a obtenu une notation de crédit de triple B (BBB) par l'Agence de notation internationale islamique (IIRA). Établie au

Bahreïn et issue de la Banque Islamique de Développement, cette agence de notation n'a pas pris en compte dans son évaluation les facteurs gouvernementaux et réglementaires. La banque Al-Bakara représente quant à elle la première banque syrienne notée par l'IIRA depuis 2016. La notation témoigne notamment de bons niveaux de rentabilité et d'une croissance du portefeuille de financements. L'IIRA explique également les niveaux satisfaisants d'adéquation du capital par la forte disponibilité de réserves en dollars de la banque (notamment placés à l'étranger) et par sa base de revenus diversifiée.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr